Lex West Balkán

Pour que fêtes riment avec sécurité

Une nouvelle réglementation vient de voir le jour pour empêcher que des drames semblables à l’histoire de West Balkán puissent se reproduire dans l’avenir. Les propriétaires des clubs craignent que ces mesures drastiques encouragent davantage la corruption que la prévention et la sécurité dans l'organisation d'événements festifs.

Deux discothèques ont été fermées temporairement par les autorités lors d’une série de contrôles de police récents qui ont suivi la tragédie du West Balkán (WB), le 15 janvier dernier, où trois jeunes filles ont trouvé la mort et quatorze personnes ont été blessées. Les autorités ont ainsi contrôlé presque 700 lieux de sorties accueillant du public. Le Living Room dans la rue Kossuth Lajos devrait cesser d'organiser tout évènement rassemblant du public car il a dépassé les quotas autorisés. Le Ötkert quant à lui, ne s’est pas mis en conformité avec la réglementation imposée par les pompiers. Les experts ont relevé à plusieurs endroits que les sorties de secours n’étaient pas correctement indiquées ou que la garantie de l’extincteur d’incendie avait expiré.

Réaction rapide
Au-delà des réactions rapides des autorités locales, le gouvernement souhaite empêcher avec une nouvelle réglementation que des catastrophes pareilles se reproduisent. Dans la proposition de loi acceptée par le gouvernement le 2 février, il est précisé que les „évènements de masse” accueillant plus de 300 personnes (ou

1000 participants en plein air) devront établir un plan de sécurité dans l’avenir. Les jeunes âgés de moins de 14 ans ne pourront plus accéder aux événements ainsi organisés, tandis que les mineurs entre 14 et 18 ans devront porter un brassard afin de signaler leur âge, notamment vis-à-vis des serveurs.
Le Ministère des affaires intérieures envisage également de modifier la loi sur le commerce pour que les lieux publics ne puissent fonctionner qu’à condition d’avoir toutes les autorisations nécessaires. La réglementation actuelle - conforme aux directives européennes - permet aux clubs et discothèques d’organiser des fêtes dès qu'ils ont effectué la demande de documentation ayant vocation à permettre l'ouverture d'un lieu public. Les autorités ont alors 30 jours pour effectuer les contrôles de rigueur et déterminer si l’endroit répond aux exigences de sécurité. Ainsi, un club peut fonctionner sans certificat, comme ce fût le cas pour le WB. Ce dernier a engagé les démarches administratives plusieurs fois, mais les a toujours interrompues avant le début des enquêtes. Cependant, la loi déjà en vigueur avant 2009, et proposée actuellement par le ministère, est contestée par les propriétaires des clubs interviewés par l’hebdomadaire HVG car, selon eux, elle contribuerait au développement de la corruption. Ils prétendent en effet que les autorités pourraient profiter de leur pouvoir pour autoriser ou non l’ouverture d’un espace public..

Fêtes encadrées ?
Des propriétaires de clubs, organisateurs de fêtes et experts indépendants ont fondé ensemble une association portant le nom de Egyesület a Kulturált és Biztonságos Szórakozásért (Association pour le contrôle et l'encadrement desfêtes). Ils souhaitent fixer conjointement des normes et exprimer leurs intérêts au gouvernement avant que la réglementation exagérée – selon eux – ne cause ’’la faillite d’un secteur assurant 3% du PIB hongrois.” Ils soulignent également que le simple respect des règles actuelles par tout le monde, y compris par les autorités, permettrait d’éviter de nouvelles tragédies. Une telle position démontre que la sécurité des clients ne semble pas être la préoccupation unique des propriétaires de clubs.
Le Programme pour les Fêtes encadrées avait été créé lors du premier gouvernement d'Orbán. Les lieux publics participants s’engageaient alors à suivre des règles établies communément, comme par exemple garantir une bonne climatisation des lieux, permettre l'accès à des points d'eau gratuitement et mettre à disposition des employés connaissant les règles de premiers secours. Cependant, le projet a reçu de moins en moins de subventions et soutien de la part de l'Etat, sous prétexte que les entreprises devaient assurer elles-mêmes les conditions

nécessaires pour l’accueil du public. De leur côté, les propriétaires-membres ont soutenu principalement le projet dans le but de préserver leurs relations avec les autorités, sans toutefois vraiment reconnaître l’importance de l'aspect sécuritaire. Lors du dernier contrôle organisé parmi les propriétaires-membres en 2005, le constat a pu être fait d'un manque total de conformité avec la réglementation en vigueur. Ce programme est alors tombé aux oubliettes.
Entre-temps, la police a également clos l’enquête dans l’affaire WB et transféré le dossier au Procureur de la République dans un temps record ... Huit personnes sont mises en cause, y compris les propriétaires du club et l’organisateur de fêtes Noise Night life. Le WB a fermé ses portes depuis la tragédie.

Judit Zeisler

-

Catégorie
Agenda Culturel